

Paris, le 23 juin 2016

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT 2015 DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES FRANÇAISES

suivant la télédéclaration en ligne de 2016 sur le site de la CNCD

Comme chaque année, il est demandé à toutes les collectivités territoriales françaises et leurs groupements, **au titre de l'article L. 1115-6 du Code général des collectivités territoriales**, de télédéclarer leur contribution à l'aide publique au développement : projets de coopération ou des jumelages, actions d'aide humanitaire ou d'urgence, subventions aux ONG et organisations internationales multilatérales. Les données sont déclarées en ligne entre avril et juin de chaque année sur le **site de la CNCD** (<http://www.cncd.fr>), administré par la **Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (MAEDI/DGM/DAECT)**.

Une **circulaire du secrétariat général de la CNCD** (Commission nationale de la coopération décentralisée) rappelle chaque année aux collectivités territoriales l'obligation de déclarer en ligne les données portant sur leurs versements au titre de l'aide publique au développement. **À noter que, depuis 2015, cette télédéclaration de l'APD est une condition d'octroi d'un cofinancement du MAEDI.**

Les résultats de cette télédéclaration sont ensuite pris en compte par la Direction générale du Trésor du ministère des Finances et le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE dans le **Rapport annuel sur la coopération pour le développement** dans lequel apparaissent les montants des collectivités. Ils figurent également sur l'**Atlas français de la coopération décentralisée**. Ce recueil de données financières permet de valoriser l'effort des collectivités territoriales en matière d'aide au développement et leur contribution à l'APD mis en avant par la France.

Tendances de la télédéclaration de l'APD 2015

L'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises s'élève en 2015 à **57,3 millions d'euros**.

Depuis 2008, année à laquelle l'APD des collectivités a atteint un maximum inégalé depuis de 72 M€, on constate une diminution générale de 15 M€ en 7 ans (soit une baisse de près de 21 %), qui semble se stabiliser en 2015.

Il est important de noter **que les chiffres déclarés par les collectivités territoriales doivent être nuancés**. En effet, certaines collectivités n'ont pas satisfait à l'obligation de déclaration et les dépenses déclarées sont souvent sous-évaluées (ex : salaires des personnels en mission parfois non comptabilisés). On observe par ailleurs une sous-déclaration pour l'APD dans les pays émergents et une moindre déclaration des actions économiques dans les pays en développement. De plus, l'aide publique au développement est généralement déclarée par les directions des relations internationales des collectivités. Or, l'action extérieure vers les pays en développement est aussi déployée par d'autres services de ces collectivités, qui ne communiquent pas toujours les montants de ces projets à leurs directions des relations internationales. Enfin, le contexte actuel qui fait suite aux lois MAPTAM et NOTRe, ainsi qu'aux élections municipales en 2014, départementales et régionales en 2015, a impacté les stratégies relatives à l'aide publique au développement de tous les niveaux de collectivités.

L'estimation de la marge d'erreur de la déclaration APD des collectivités françaises était de 20 à 30 % en 2015. **L'ampleur de ce défaut de déclaration a conduit la DAECT à mener une relance insistante vers les collectivités dont l'action extérieure lui était connue** sans qu'elles aient pour autant déclaré leur APD. Par ailleurs, la DAECT a largement communiqué sur le fait que la déclaration APD des collectivités fait pleinement partie de l'APD déclarée par la France qu'elle vient compléter par son action au plus près des territoires, ainsi que sur le fait que cette télédéclaration devenait une condition d'octroi d'un cofinancement de projet par le MAEDI dans le cadre de ses appels à projets.

Le volume de l'APD recensé pour 2014 a ainsi été réévalué de 7,2 % suite à la relance faite aux collectivités d'octobre 2014 à janvier 2015. Cette réévaluation est probablement une raison du niveau de l'APD déclarée par les collectivités territoriales en 2016 pour leurs projets 2015. Comme pour l'APD portant sur les montants 2014, l'APD 2015 sera probablement réévaluée suite aux relances menées actuellement par la DAECT.

Les principales collectivités territoriales contributrices à l'APD 2015 sont :

- La ville de Paris : 11,2 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional de Rhône-Alpes : 8,6 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional d'Ile-de-France : 6,4 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional de Picardie : 6 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur : 4,4 % de l'APD ;
 - Le Syndicat des Eaux d'Ile de France : 4,1 % de l'APD ;
 - Le Service public de l'assainissement francilien : 3,5 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional de la Réunion : 3,2 % de l'APD ;
 - Le Conseil régional des Pays de la Loire : 3 % de l'APD ;
 - Le Conseil départemental des Hauts de Seine : 2,9 % de l'APD.
- (Voir la répartition de l'APD 2015 par collectivités territoriales (en euros), page 8)*

Selon la zone géographique, les principaux pays bénéficiaires sont :

- Europe : Arménie et Macédoine ;
- Afrique du Nord : Maroc et Tunisie ;
- Afrique Orientale et Océan Indien : Madagascar, Burundi, Seychelles, Comores ;
- Afrique subsaharienne : Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin et Niger ;
- Amérique du Nord, Centrale et Caraïbes : Haïti, Cuba et Salvador ;
- Amérique du Sud : Chili et Brésil ;

- Proche et Moyen-Orient : Territoires palestiniens et Liban ;
- Asie : Vietnam, Laos, Cambodge, Chine et Inde.
(Voir le Tableau 6 : Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD 2015 (en euros), page 17)

En comparaison de l'année précédente, les flux de 2015 ont légèrement augmenté (+ 1 % par rapport à 2014). On constate :

- Une augmentation de 1 798 772 € (soit 6,3 %) pour les conseils régionaux (50 % de l'APD) ;
- Une baisse de 930 180 € (soit 8,2 %) pour les conseils départementaux (19,7 % de l'APD) qui peut être imputée aux élections départementales de 2015 ;
- Une augmentation de 577 451 € (soit 8,2 %) pour les groupements, intercommunalités et métropoles (12,3 % de l'APD) qui peut s'expliquer par les nouvelles compétences qui leur sont octroyées dans le cadre des lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015) ;
- Une légère baisse de 293 117 € (soit 3,5 %) pour les villes de plus de 100 000 habitants (14,4 % de l'APD) que l'on peut imputer en partie aux transferts de certaines compétences vers les métropoles ;
- Une baisse de 932 690 € (soit 46,3 %) pour les villes de moins de 100 000 habitants (3,6 % de l'APD).

La loi Oudin-Santini de 2005, relative à l'action extérieure des collectivités territoriales, a par ailleurs joué un rôle incitatif accru. Celle-ci permet aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de financer, sur le budget des services publics de l'eau et de l'assainissement, des actions de coopération décentralisée, d'aide d'urgence ou de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Le plafond des dépenses est fixé à 1 % des ressources affectées jusqu'ici à ces services, soit un total déclaré pour le secteur eau assainissement de 11 039 727 € (19,26 % de l'APD).

La loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et solidarité internationale adoptée le 7 juillet 2014, va permettre d'étendre le dispositif du 1 % eau et assainissement au secteur des **déchets**. Désormais, « *les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes compétents en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages ou percevant la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères peuvent mener, dans la limite de 1 % des ressources affectées aux budgets de ces services, des actions de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire dans les domaines de la collecte et du traitement des déchets des ménages.* »

TABLEAUX ET GRAPHIQUES DE L'APD 2015

Répartition de l'APD par niveau de collectivités territoriales

Tableau 1 : Nombre de collectivités territoriales ayant déclaré leur APD (2005-2015)

	Conseils régionaux	Conseils départementaux	Groupements	Villes	Total collectivités
2015	22	42	50	211	325
2014 (<i>chiffres avant campagne de relance</i>)	24 (23)	50 (39)	44 (32)	155 (143)	273 (236)
2013	22	39	32	143	236
2012	21	50	45	147	263
2011	22	43	31	100	196
2010	19	46	56	265	386
2009	19	44	49	223	335
2008	22	58	56	357	493
2007	15	45	40	171	271
2006	21	51	35	184	291
2005	18	67	46	545	676

Tableau 2 : Montants de l'APD déclarés par année (2005-2015)

Année de déclaration	Montants déclarés de l'APD
2015	57,3 M€ + 0,4%
2014	57,1 M€ -5,1% (<i>53 M€ avant relance</i>)
2013	60,2 M€ -7,5%
2012	65,1 M€ -1,2%
2011	65,9 M€ -2,3%
2010	67,5 M€ -3,5%
2009	70 M€ -2,7%
2008	72 M€ +16%
2007	62 M€ +8,7%
2006	57 M€ +25%
2005	45,5 M€

Graphique 1 : Courbe d'évolution de l'APD par niveau de collectivités territoriales depuis 2005 (en euros)

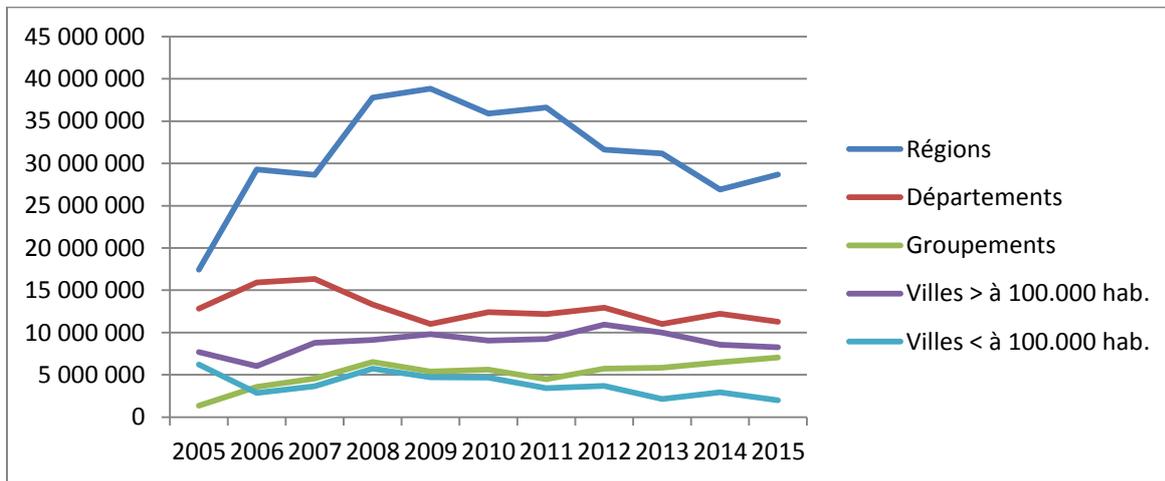
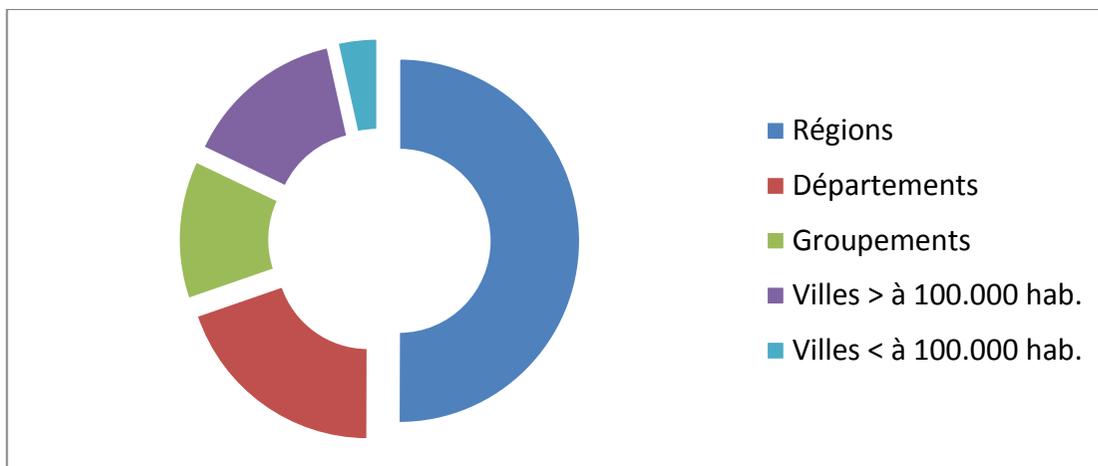


Tableau 3 : Répartition des dépenses d'APD par niveau de collectivités territoriales (2005-2015, en euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Régions	17 439 948	29 288 036	28 650 002	37 790 852	38 834 270	35 870 077	36 588 019	31 636 987	31 164 617 (52%)	26 891 754 (47,1%)	28 690 526 (50 %)
Départements	12 815 482	15 916 250	16 322 308	13 322 509	11 004 030	12 415 758	12 196 750	12 947 593	11 027 095 (18%)	12 218 543 (21,3%)	11 288 363 (19,7%)
Groupements	1 356 699	3 581 116	4 561 261	6 519 557	5 397 636	5 636 320	4 472 848	5 720 351	5 837 933 (10%)	6 472 719 (11,3%)	7 050 170 (12,3%)
Villes > à 100.000 hab.	7 703 111	6 025 092	8 804 382	9 140 473	9 827 623	9 043 429	9 251 742	10 950 182	10 016 463 (16,5%)	8 575 732 (15,1%)	8 282 615 (14,4%)
Villes < à 100.000 hab.	6 241 824	2 874 021	3 671 326	5 747 463	4 727 693	4 678 508	3 431 764	3 691 593	2 156 925 (3,5%)	2 945 068 (5,2%)	2 012 378 (3,6%)
Total	45 557 064	57 684 515	62 009 279	72 520 854	69 791 252	67 644 092	65 941 123	65 108 406	60 203 033	57 103 816	57 324 052

Graphique 2 : Répartition du volume de l'APD 2015 par niveau de collectivités territoriales (en %)



Répartition de l'APD 2015 par thématiques et par secteurs

Graphique 3 : Répartition de l'APD 2015 par thématiques (en euros)

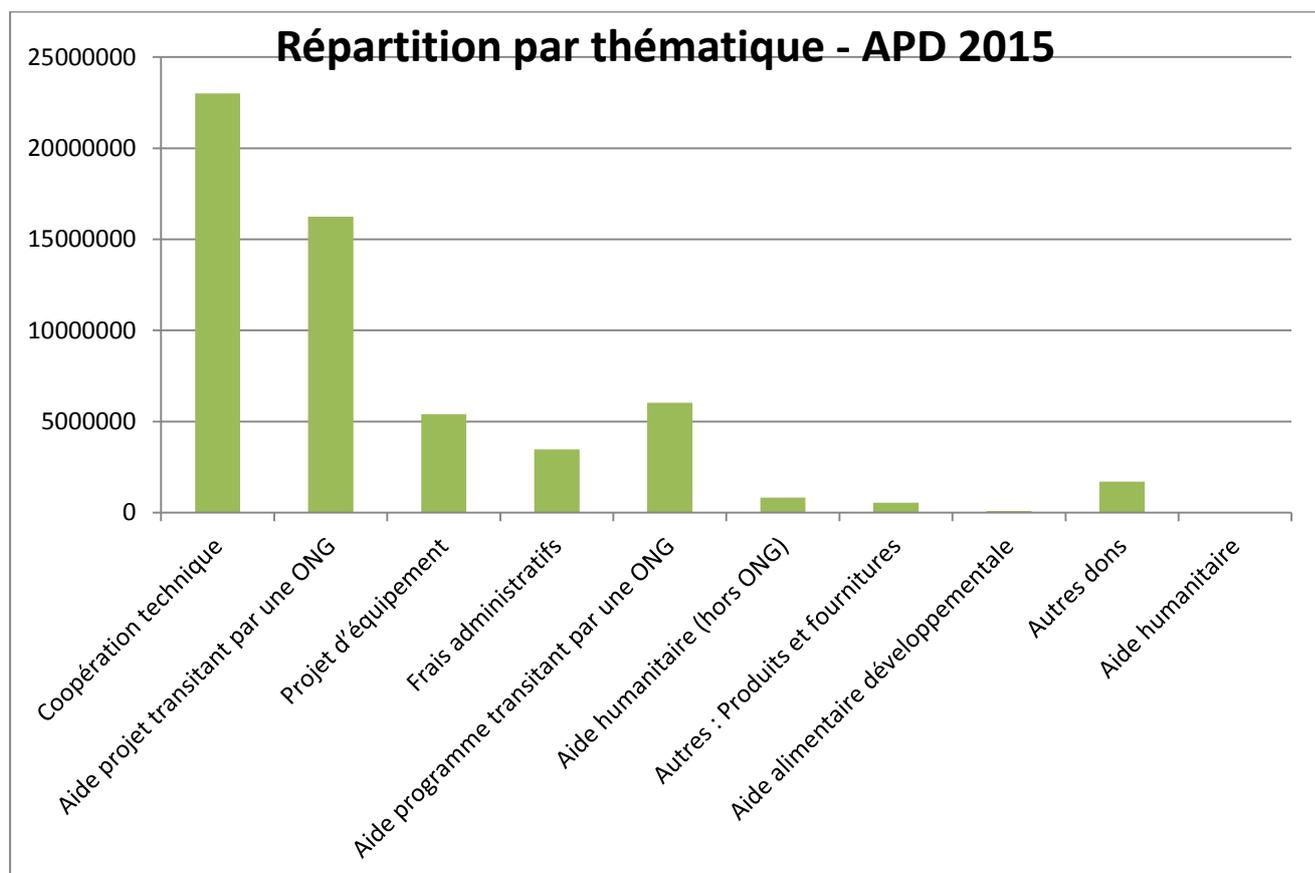


Tableau 4 : Répartition de l'APD 2015 par grandes thématiques (en euros)

Coopération technique	23 012 242,00
Aide projet transitant par une ONG	16 247 150,00
Projet d'équipement	5 393 119,00
Frais administratifs	3 472 474,00
Aide programme transitant par une ONG	6 022 715,00
Aide humanitaire (hors ONG)	819 742,00
Autres : Produits et fournitures	539 250,00
Aide alimentaire développementale	88 008,00
TOTAL BILATERAL	55 594 700,00
Autres dons	1 709 352,00
Aide humanitaire	20 000,00
TOTAL MULTILATERAL	1 729 352,00
Déclaration total APD 2015	57 324 052,00

Graphique 4 : répartition de l'APD 2015 par secteurs (en euros)

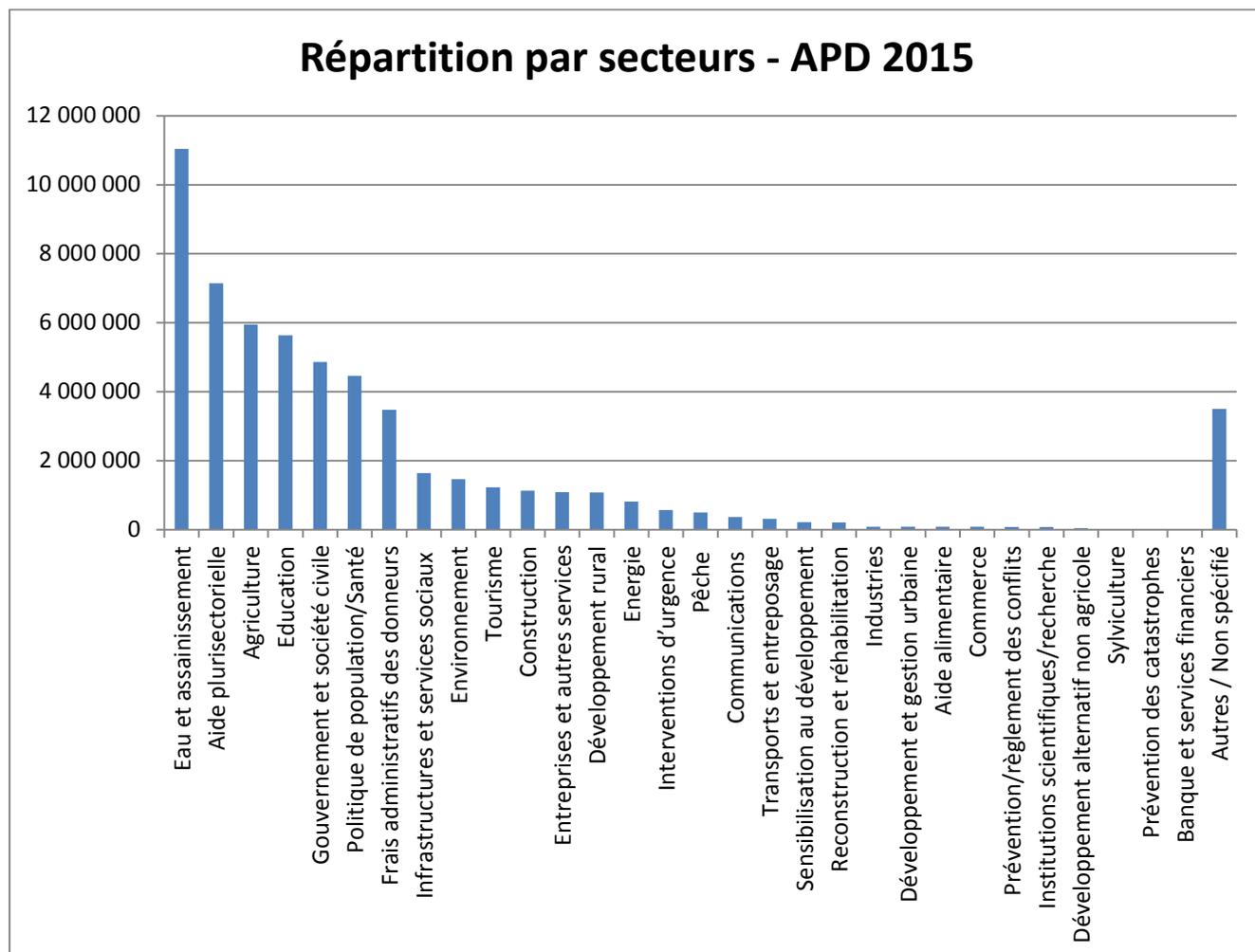


Tableau 5 : répartition de l'APD 2015 par secteurs (en euros)

Eau et assainissement	11 039 727,00
Aide plurisectorielle	7 141 967,00
Agriculture	5 949 566,00
Education	5 635 760,00
Gouvernement et société civile	4 861 344,00
Politique en matière de population/Santé/Fertilité	4 462 534,00
Frais administratifs des donateurs	3 472 474,00
Infrastructures et services sociaux divers	1 640 897,00
Environnement	1 466 916,00
Tourisme	1 225 189,00
Construction	1 133 108,00
Entreprises et autres services	1 090 504,00
Développement rural	1 079 133,00
Energie	811 996,00
Interventions d'urgence	569 390,00
Pêche	496 946,00

Communications	369 949,00
Transports et entreposage	316 370,00
Sensibilisation au développement	218 536,00
Reconstruction et réhabilitation	212 602,00
Industries	92 137,00
Développement et gestion urbaine	88 337,00
Aide alimentaire à des fins de développement/aide à la sécurité alimentaire	88 008,00
Politique commerciale et réglementations et ajustement lié au commerce	86 085,00
Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	81 790,00
Institutions scientifiques et de recherche	79 870,00
Développement alternatif non agricole	47 760,00
Sylviculture	15 500,00
Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	12 750,00
Banque et services financiers	7 100,00
Autres / Non spécifié	3 504 807,00
Déclaration total APD 2015	57 324 052,00

Répartition de l'APD 2015 par collectivités territoriales (en euros)

Conseils régionaux (en 2015)	Déclaration total APD 2015
Conseil régional de Rhône-Alpes	4 955 040,00
Conseil régional d'Ile-de-France	3 687 523,00
Conseil régional de Picardie	3 431 126,00
Conseil régional de Provence Alpes-Côte d'Azur	2 526 619,00
Conseil régional de la Réunion	1 818 961,00
Conseil régional des Pays de la Loire	1 730 754,00
Conseil régional de Poitou-Charentes	1 570 637,00
Conseil régional Midi-Pyrénées	1 478 809,00
Conseil régional d'Aquitaine	1 104 730,00
Conseil régional du Centre	1 074 285,00
Conseil régional du Nord-Pas de Calais	1 028 430,00
Conseil régional Champagne-Ardenne	727 845,00
Conseil régional du Limousin	591 442,00
Conseil régional de Bretagne	541 079,00

Conseil régional de Bourgogne	536 477,00
Conseil régional de Basse Normandie	475 708,00
Conseil régional de Haute Normandie	383 320,00
Conseil régional d'Alsace	370 720,00
Conseil régional de Lorraine	352 401,00
Conseil régional d'Auvergne	287 120,00
Conseil régional du Languedoc-Roussillon	17 500,00
TOTAL	28 690 526,00

Conseils départementaux	Déclaration total APD 2015
Conseil départemental des Hauts de Seine	1 648 394,00
Conseil départemental des Yvelines	1 466 716,00
Conseil départemental de la Réunion	922 500,00
Conseil départemental du Val-De-Marne	772 148,00
Conseil départemental du Nord	660 500,00
Conseil départemental de Loire-Atlantique	584 419,00
Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine	574 735,00
Conseil départemental de l'Essonne SCDRI	550 840,00
Conseil départemental de l'Ardèche	535 125,00
Conseil départemental de la Charente-Maritime	455 000,00
Conseil départemental de l'Isère	434 354,00
Conseil départemental de Seine Maritime	374 936,00
Conseil départemental du Finistère	301 164,00
Conseil départemental de Seine-Saint-Denis	256 600,00
Conseil départemental des Bouches du Rhône	243 376,00
Conseil départemental du Pas de Calais	205 972,00
Conseil départemental de Saône-Et-Loire	150 000,00
Conseil départemental du Bas-Rhin	150 000,00
Conseil départemental de la Savoie	93 580,00
Conseil départemental de Gironde	122 398,00
Conseil départemental de l'Eure	111 900,00
Conseil départemental de l'Hérault	103 600,00
Conseil départemental de l'Allier	78 411,00
Conseil départemental de l'Aude	74 320,00
Conseil départemental du Haut Rhin	65 300,00
Conseil départemental du territoire de Belfort	64 468,00
Conseil départemental de Dordogne	58 866,00
Conseil départemental de Vendée	52 400,00
Conseil départemental de la Drôme	34 500,00
Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques	27 065,00
Conseil départemental du Doubs	26 650,00

Conseil départemental du Jura	25 500,00
Conseil départemental du Lot et Garonne	6 166,00
Conseil départemental de l'Aveyron	3 900,00
Conseil départemental du Loiret	2 500,00
Conseil départemental d'Indre et Loire	2 000,00
TOTAL	11 288 363,00

Groupements (structures intercommunales)	Déclaration total APD 2015
Syndicat des Eaux d'Ile-de-France	2 332 925,00
SIAAP (Service Public de l'Assainissement francilien)	1 996 386,00
Grand Lyon	910 000,00
Communauté d'agglomération de Reims	301 684,00
Communauté d'agglomération de la Rochelle	226 055,00
Dunkerque Grand Littoral Communauté urbaine	198 401,00
Communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne	145 000,00
Bordeaux Métropole	142 016,00
Pays Vichy Auvergne	114 000,00
Grand Poitiers	109 735,00
Syndicat intercommunal Eau et Assainissement de Fontoy-Vallé de la Fensch	82 641,00
Communauté d'agglomération du Sud-Est Toulousain (Sicoval)	63 317,00
Syndicat mixte de Production d'Eau Fensch-Lorraine	59 926,00
Syctom	46 885,00
Communauté d'agglomération du Pays Rochefortais	42 006,00
Communauté urbaine de Cherbourg	40 000,00
Communauté d'agglomération Caen la Mer	39 000,00
SDEA Bas Rhin	33 145,00
Brest métropole	31 601,00
Communauté de l'agglomération Belfortaine	24 750,00
Syndicat mixte de Production d'Eau Potable de la Région de Caen	18 000,00
Communauté de communes Paimpol Goelo	16 690,00
Communauté d'agglomération de Montpellier	10 000,00
Communauté d'agglomération de l'Espace Sud Martinique	10 000,00
Communauté de communes du Plateau Briard	10 000,00
Communauté de communes du Val de Drôme	10 000,00
Communauté d'agglomération Amiens métropole	8 000,00
SIDEC Jura	8 000,00
Lille Métropole	6 900,00
Communauté de communes de Selestat et environs	4 803,00
Communauté de communes du Miey de Bearn	4 000,00

Syndicat intercommunal des eaux de la Forêt de Paimpont	1 900,00
Communauté de communes des Aspres	1 344,00
Communauté de communes du Val de Boutonne	1 060,00
TOTAL	7 050 170,00

Ville	Déclaration total APD 2015
Paris	6 438 615,00
Marseille	654 884,00
Nantes	226 699,00
Lille	195 672,00
Saint-Etienne	184 287,00
Toulouse	167 566,00
Rennes	154 045,00
Saint-Brieuc	133 703,00
Suresnes	129 570,00
Ville et communauté urbaine de Strasbourg	117 346,00
Cergy	95 310,00
Mantes la Jolie	92 42,00
Allonnes	91 900,00
Chatelleraut	85 367,00
Fontoy	82 641,00
Mulhouse	81 648,00
Iffs	81 500,00
Chevilly Larue	81 318,00
Chinon	79 413,00
Chambéry	70 000,00
Vienne	67 005,00
Albi	58 459,00
Guyancourt	50 100,00
Auch	46 868,00
Saint Laurent Blangy	45 038,00
Orléans	42 545,00
Panazol	40 740,00
Poitiers	36 500,00
Juvisy sur Orge	34 528,00
Colmar	34 000,00
Issy-Les-Moulineaux	26 000,00
Evry	25 000,00
Gentilly	21 700,00
Bouguenais	21 160,00
Aix-en-Provence	21 000,00
Belfort	20 568,00
Nancy	20 200,00
Bordeaux	19 500,00
Pontcharra	18 080,00

Niort	18 000,00
Ribeauville	16 800,00
Chalons en Champagne	16 275,00
Ramonville Saint Agne	15 000,00
Arcueil	13 736,00
Grenoble	12 700,00
Herouville Saint Clair	12 649,00
Enghien les Bains	12 500,00
Mondonville	12 000,00
Dreux	11 478,00
Arras	10 204,00
Cholet	10 000,00
Concarneau	10 000,00
Seclin	10 000,00
Châteauroux	9 610,00
Lamballe	8 940,00
Checy	8 300,00
Grigny	7 860,00
Pezilla la Rivière	7 855,00
Fontenay sous Bois	7 040,00
Cerny	7 000,00
Grande-Synthe	7 000,00
Mouilleron le Captif	7 000,00
Marcy l'Etoile	6 675,00
Cachan	6 500,00
Limoges	6 000,00
Metz	5 865,00
Dijon	5 500,00
Nanterre	5 191,00
Anglet	5 000,00
Bonneuil sur Marne	5 000,00
Coueron	5 000,00
Reims	5 000,00
La Bresse	4 350,00
Aiffres	4 169,00
Ermont	4 100,00
Lisses	4 000,00
Saint Esteve	4 000,00
COULON	3 954,00
Le Séquestre	3 800,00
Lisieux	3 640,00
Montivilliers	3 560,00
Castres	3 500,00
Saint-Louis	3 500,00
Argentat	3 105,00
Colombelles	3 000,00
Draveil	3 000,00

Lorient	3 000,00
Meudon	3 000,00
Orsay	3 000,00
Sierentz	3 000,00
Coutances	2 500,00
Saint Pierre d'Aurillac	2 500,00
Jouy en Josas	2 100,00
Loriol sur Drome	2 000,00
Rillieux la Pape	2 000,00
Tregueux	1 900,00
Bourbon Lancy	1 500,00
Erstein	1 330,00
La Motte Chalancon	1 300,00
Communauté de communes de la Plaine de la Sauer et du Seltzbach	1 200,00
Le Pont de Claix	1 000,00
Saint Maximin	1 000,00
Saint Roman en Gal	1 000,00
Tregastel	1 000,00
Bennwihr	925,00
Barr	907,00
Hochfelden	900,00
Rodez	800,00
Septemes les Vallons	600,00
Gemenos	500,00
Scherwiller	500,00
Schiltigheim	500,00
Donzere	450,00
Breux Jouy	400,00
Bavilliers	360,00
Saint Vallier	345,00
Breitenbach	330,00
Bergheim	300,00
Eguisheim	245,00
Berstheim	150,00
Pugny-Chatenod	100,00
Trevignin	100,00
TOTAL	10 294 993,00

Bénéficiaires de l'APD 2015 par zones géographiques et par pays (en euros)

EUROPE - TOTAL	2 499 561,00
Arménie	1 274 618,00
Macédoine	342 642,00
Serbie	128 130,00
Turquie	89 219,00
Etats ex-Yougoslavie non spécifié	72 000,00
Moldavie	63 147,00
Géorgie	59 196,00
Ukraine	28 489,00
Albanie	21 900,00
Bélarus	10 089,00
Kosovo	65 50,00
Azerbaïdjan	2 500,00
Monténégro	900,00
Europe - Régional	400 181,00

AFRIQUE - Régional	1 125 118,00
---------------------------	---------------------

AFRIQUE DU NORD - TOTAL	3 902 350,00
Maroc	1 878 541,00
Tunisie	1 078 158,00
Mauritanie	602 203,00
Algérie	343 448,00

AFRIQUE ORIENTALE ET OCEAN INDIEN - TOTAL	3 745 372,00
Madagascar	6 292 635,00
Burundi	679 611,00
Seychelles	558 438,00
Comores	527 860,00
Afrique du Sud	477 359,00
Maurice	440 957,00
Tanzanie	280 730,00
Rwanda	256 417,00
Kenya	251 115,00
Ethiopie	143 511,00
Mozambique	124 127,00
Zambie	2 611,00
Ouganda	1 670,00
Soudan	966

AFRIQUE SUBSAHARIENNE - TOTAL	23 238 895,00
Sénégal	5 546 445,00
Mali	3 522 097,00

Burkina Faso	3 518 013,00
Bénin	3 106 786,00
Niger	2 129 862,00
Cameroun	1 296 300,00
Togo	1 210 488,00
République démocratique du Congo	670 375,00
Guinée	528 620,00
Tchad	410 556,00
Cap Vert	295 400,00
Côte d'Ivoire	277 580,00
Congo, Rép.	274 166,00
Centrafricaine, Rép.	189 106,00
Gabon	100 800,00
Sierra Leone	83 200,00
Liberia	70 000,00
Ghana	7 610,00
Angola	1 491,00

AMERIQUE DU NORD, CENTRALE et CARAÏBES - TOTAL	2 349 246,00
Haïti	1 528 999,00
Cuba	342 316,00
Salvador	226 006,00
Mexique	155 466,00
Nicaragua	31 898,00
Costa Rica	28 636,00
Dominique	10 000,00
Honduras	9 600,00
Panama	6 490,00
Sainte-Lucie	5 840,00
Guatemala	3 415,00

AMERIQUE DU SUD - TOTAL	1 098 034,00
Chili	397 421,00
Brésil	301 341,00
Pérou	124 173,00
Argentine	95 483,00
Colombie	68 100,00
Bolivie	39 671,00
Venezuela	22 800,00
Equateur	19 900,00
Paraguay	15 000,00
Uruguay	14 145,00

PROCHE ET MOYEN-ORIENT - TOTAL	3 361 215,00
Territoires palestiniens	1 824 606,00
Liban	739 642,00

Syrie	268 101,00
Irak	224 719,00
Egypte	178 973,00
Yémen	45 506,00
Libye	29 142,00
Jordanie	20 814,00
Iran	16 712,00
Moyen-Orient, régional	13 000,00

ASIE – REGIONAL	44 994,00
-----------------	-----------

ASIE CENTRALE ET DU SUD - TOTAL	1 523 920,00
Inde	788 860,00
Népal	666 366,00
Afghanistan	40 528,00
Sri Lanka	15 636,00
Bangladesh	9 012,00
Asie centrale, régional	1 970,00
Kazakhstan	842,00
Ouzbékistan	706,00

EXTREME ORIENT - TOTAL	5 781 229,00
Vietnam	1 723 787,00
Laos	1 578 111,00
Cambodge	1 329 075,00
Chine	787 628,00
Indonésie	140 535,00
Birmanie	70 552,00
Thaïlande	55 660,00
Extrême-Orient, régional	26 875,00
Malaisie	24 575,00
Mongolie	19 306,00
Corée, Rép. dém.	13 120,00

OCEANIE - TOTAL	51 490,00
Vanuatu	50 070,00
Cook, Îles	1 420,00

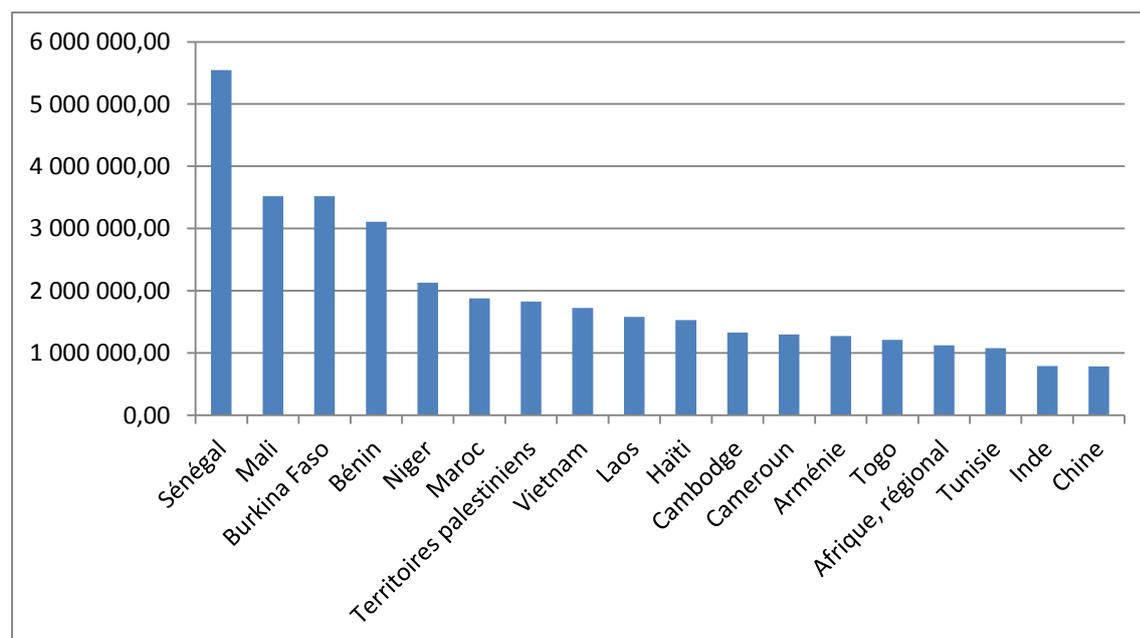
PAYS EN DEVELOPPEMENT - NON SPECIFIE	5 634 46,00
--------------------------------------	-------------

TOTAL	57 324 052,00
--------------	----------------------

Tableau 6 : Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD 2015 (en euros)

1	Madagascar	6 292 635,00
2	Sénégal	5 546 445,00
3	Mali	3 522 097,00
4	Burkina Faso	3 518 013,00
5	Bénin	3 106 786,00
6	Niger	2 129 862,00
7	Maroc	1 878 541,00
8	Territoires palestiniens	1 824 606,00
9	Pays ou zone géographique non	1 729 352,00
10	Vietnam	1 723 787,00
11	Laos	1 578 111,00
12	Haïti	1 528 999,00
13	Cambodge	1 329 075,00
14	Cameroun	1 296 300,00
15	Arménie	1 274 618,00
16	Togo	1 210 488,00
17	Afrique, régional	1 125 118,00
18	Tunisie	1 078 158,00
19	Inde	788 860,00
20	Chine	787 628,00

Graphique 5 : Les 20 premiers pays bénéficiaires de l'APD 2015 (en euros)



Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD
Effective pour la notification des apports de 2014, 2015 et 2016

Pays les moins avancés	Pays à faible revenu (RNB par habitant <= \$1 045 en 2013)	Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche inférieure (RNB par habitant \$1 046-\$4 125 en 2013)	Pays et territoires à revenu intermédiaire tranche supérieure (RNB par habitant \$4 126-\$12 745 en 2013)
Afghanistan	Kenya	Arménie	Afrique du Sud
Angola	République populaire démocratique de Corée	Bolivie	Albanie
Bangladesh	Tadjikistan	Cameroun	Algérie
Bénin	Zimbabwe	Cabo Verde	Antigua-et-Barbuda ²
Bhoutan		Cisjordanie et bande de Gaza	Argentine
Burkina Faso		Congo	Azerbaïdjan
Burundi		Côte d'Ivoire	Biélorus
Cambodge		Égypte	Belize
Comores		El Salvador	Bosnie-Herzégovine
Djibouti		Géorgie	Botswana
Erythrée		Ghana	Brazil
Éthiopie		Guatemala	Chili ²
Gambie		Guyana	Chine (République populaire de)
Guinée		Honduras	Colombie
Guinée équatoriale		Inde	Costa Rica
Guinée-Bissau		Indonésie	Cuba
Haiti		Kirghizistan	Dominique
Iles Salomon		Kosovo	Équateur
Kiribati		Maroc	Ex-République yougoslave de Macédoine
République démocratique populaire lao		Micronésie	Fidji
Lesotho		Moldova	Gabon
Libéria		Mongolie	Grenade
Madagascar		Nicaragua	Iles Cook
Malawi		Nigeria	Iles Marshall
Mali		Ouzbékistan	Iran
Mauritanie		Pakistan	Iraq
Mozambique		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Jamaïque
Myanmar		Paraguay	Jordanie
Népal		Philippines	Kazakhstan
Niger		République arabe syrienne	Liban
Ouganda		Samoa	Libye
République centrafricaine		Sri Lanka	Malaisie
République démocratique du Congo		Swaziland	Maldives
Rwanda		Tokelau	Maurice
Sao Tomé-et-Principe		Ukraine	Mexique
Sénégal		Viet Nam	Monténégro
Sierra Leone			Montserrat
Somalie			Namibie
Soudan			Nauru
Soudan du Sud			Niue
Tanzanie			Palaos
Tchad			Panama
Timor-Leste			Pérou
Togo			République dominicaine
Tuvalu			Sainte-Lucie
Vanuatu			Sainte-Hélène
Yémen			Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Zambie			Serbie
			Seychelles
			Suriname
			Thaïlande
			Tonga
			Tunisie
			Turkménistan
			Turquie
			Uruguay ²
			Venezuela
			Wallis-et-Futuna

(1) La résolution 68/L.20 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée le 4 décembre 2013 stipule que la Guinée équatoriale sera retirée de la catégorie des pays les moins avancés trois ans et demi après l'adoption de la Résolution et que le Vanuatu sera retiré de la catégorie des pays les moins avancés quatre ans après l'adoption de la Résolution.

(2) Antigua-et-Barbuda, le Chili et l'Uruguay ont dépassé le seuil de pays à haut revenu en 2012 et 2013. Conformément aux règles du CAD applicables à la révision de cette liste, ces trois pays seront retirés de la liste en 2017 s'ils continuent d'être des pays à haut revenu jusqu'en 2016.